

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 049

Juillet 2010



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

Passer en douceur l'étape du contentieux administratif de la liste électorale provisoire

La liste électorale provisoire a été acheminée le 15 juillet dernier sur l'ensemble du territoire ivoirien. Conformément à son mandat qui est d'appuyer le processus devant mener à la tenue des élections, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a assuré le convoyage par voie terrestre et aérienne des registres des potentiels électeurs vers les structures locales chargées d'organiser le futur scrutin.

La mission onusienne, qui poursuit son accompagnement pour les prochaines étapes du processus de sortie de crise, suit avec intérêt le démarrage du contentieux administratif.

A cet égard, elle encourage la Commission électorale indépendante (CEI) à prendre l'initiative d'une sensibilisation et d'une communication autour de la phase du règlement des cas litigieux pour permettre aux populations d'en tirer profit au maximum.

De fait, c'est à un démarrage timide auquel on a assisté dans presque toutes les parties de la Côte d'Ivoire pour cette opération décisive dans la marche vers les élections. Ce n'est pas tout. Certaines personnes qui ont déposé des réclamations se plaignent toujours des erreurs sur leurs noms sur la liste, une seconde fois. A cela s'ajoutent les nombreuses demandes de radiation formulées contre des pétitionnaires qu'on accuse d'être des étrangers. Conséquence, la tension est montée d'un cran, faisant craindre à des dérapages, à cause notamment de la sensibilité de cette question intrinsèquement liée à la probléma-

tique identitaire.

Toutefois, consciente de la capacité des Ivoiriens à faire face aux multiples écueils qui se dressent sur leur chemin, l'ONUCI invite les populations, les différentes parties et les structures impliquées à tout mettre en œuvre pour que le contentieux se déroule dans le calme et la sérénité pour l'établissement d'une liste électorale définitive dans les meilleurs délais.

A l'heure où le pays tout entier, les partenaires extérieurs de la Côte d'Ivoire ainsi que les protagonistes dans le règlement de la crise, attendent l'annonce d'une date pour les élections, la question de la sécurisation du scrutin et celle de l'encasernement des Forces Nouvelles (FN) restent des préoccupations majeures.

Les chefs militaires ont repris l'initiative en organisant une réunion à Yamoussoukro entre les quatre généraux des Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire (FDS-CI), des Forces armées des Forces Nouvelles (FAFN), de la Licorne et de l'ONUCI. A ces généraux s'est ajouté le chef de la police onusienne, le commissaire Jean Pierre Boury.

Les participants à ce conclave ont ainsi examiné un rapport sur la vérification de l'encasernement effectuée par l'ONUCI, la Licorne et le Centre de Commandement Intégré (CCI), au groupe d'instruction de Korhogo. Ils ont aussi suivi une présentation du budget de l'encasernement des FAFN par le Chef d'état-major de Forces Nouvelles, le Général Soumaïla Bakayoko. Les quatre généraux et le

commissaire Boury ont ensuite fait le point de la situation des mesures dérogatoires pour l'acquisition de matériel de maintien de l'ordre. Ils ont aussi pris connaissance de la présentation de la police onusienne sur une possible formation au maintien de l'ordre dispensée par les Forces impartiales.

Sur la question de la nécessité d'informer correctement les citoyens ivoiriens au cours de la période préélectorale et électorale, l'ONUCI salue la mise en place de la Commission nationale des débats et des émissions spéciales en vue de permettre un accès plus équitable à la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) de toutes les parties concernées. L'ONUCI siègera en qualité d'observateur au sein de cette nouvelle structure qui, à son avis, devrait participer au renforcement et à la consolidation de la démocratie en Côte d'Ivoire.

Fréquences ONUCI-FM

- ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0
- ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1
- BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3
- BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0
- DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4
- DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7
- DUEKOUE 91.1 • FERKE 104.4
- GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3
- MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1
- SAN-PEDRO 106.3 • SEGUOLA 101.8
- TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7
- YAKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

L'ONU CI A CHEMINE LA LISTE ÉLECTORALE PROVISOIRE VERS LES CEI LOCALES

Conformément à son mandat d'appuyer le processus électoral ivoirien, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), a convoyé le 15 juillet 2010, par voie terrestre et aérienne, sur l'ensemble du territoire national, les nouvelles listes électorales provisoires.

A Odienné, à 867 km d'Abidjan, l'ONU CI a remis quatre cartons destinés aux centres de coordination d'Odienné, de Madinani et de Minignan, réceptionnés par le représentant de la Commission Electorale Indépendante (CEI) locale d'Odienné, Bakayoko Daouda. La cérémonie organisée pour la circonstance s'est déroulée en présence du coordonnateur du Bureau électoral régional (BER) de l'ONU CI à Odienné, Emile Louis Mani. Dans un délai de 48 heures, la distribution de ces listes sera assurée par le BER, la Police des Nations Unies (UNPOL) et les observateurs militaires (MILOBS) de l'ONU CI.

Pour les centres du Sud Bandama et du Fromager, l'ONU CI qui a déployé des moyens logistiques substantiels, notamment des véhicules, a réceptionné le 14 juillet, dans son bureau de Divo, les listes électorales provisoires convoyées par le contingent marocain et sept cartons pour le Sud- Bandama et six pour la région du Fromager. Toutefois, c'est le 15 juillet 2010, que la distribution a commencé dans les villes de Divo, Hiré, Guitry, Yocoboué, Fresco, Lakota, Goudoukou, Zikisso, Gagnoa, Guiberoua, Oura-gahio, Bayota, Sérihio, Gnagbodou-gnoa, Oumé et Diégonefla.

Selon le Coordonnateur du BER, Auguste Adjin, certains commissaires locaux de la CEI, du fait du non paiement de leurs indemnités de session, n'étaient pas présents lors de la distribution. Les colis ont été, dans certains cas, réceptionnés par des responsables administratifs des bureaux locaux de la CEI. Zanga Ouattara, commissaire local de la CEI du Sud-Bandama, présent à cette distri-



Les hélicoptères de la mission débarquent les listes électorales © UN / ONU CI

bution, a exprimé sa satisfaction de recevoir la liste électorale provisoire que la région attendait depuis longtemps.

Les listes du Worodougou ont été réceptionnées à Séguéla par le Bureau de l'ONU CI, en présence de la Division de l'Assistance électorale (DAE), de la sécurité, du Bureau de l'information et du bataillon bangladais. Arrivés à bord d'un avion des Nations Unies, les quatre cartons de Séguéla, Kani et Mankono ont ensuite été transférés à la CEI.

La ville de Korhogo, a, quant à elle réceptionné 12 cartons destinés aux sept départements de la région des Savanes. Ils ont été remis au président régional de la CEI locale, Lazen Coulibaly, en présence du BER. L'ONU CI va procéder au dispatching des listes dans les centres électoraux locaux qui les garderont jusqu'à ce que soit achevé le recyclage des différents agents. Les listes seront ensuite affichées dans les 780 centres pour

consultation par les populations.

Dans la région du Moyen-Cavally, à Duékoué, à 502 km d'Abidjan, le responsable du BER, Séverin Agbonoukon, a reçu six cartons de la liste électorale provisoire transportés par la mission. Le bataillon marocain (MORBATT) et la composante UNPOL se chargeront ensuite de les convoyer vers les départements de Guiglo, Bloléquin et Toulepleu.

A Daloa, les responsables de la CEI locale ont reçu des mains de l'ONU CI, 17 cartons contenant les listes pour les régions du Haut-Sassandra et de la Marahoué.

A San Pedro, la distribution des listes arrivées jeudi, a commencé le même jour dans le Chef-lieu de région, mais aussi dans les départements de Soubré, Sassandra et Tabou.

L'ORGANISATION DES EXAMENS DE FIN D'ANNÉE BENEFICIE DE L'APPUI LOGISTIQUE DE L'ONU CI



Les épreuves des examens reçues à Bondoukou © UN / ONU CI

Dans le cadre de son appui au Gouvernement ivoirien, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a largement contribué à la tenue dans de bonnes conditions des différents examens scolaires pour l'année 209-2010. A la demande du Ministère de l'éducation nationale, la mission onusienne a fourni une assistance pour le transport, la sécurité et l'escorte du matériel et des épreuves dans les différents centres d'examen sur toute l'étendue du territoire pour le Baccalauréat, le BEPC et le CEPE.

L'opération s'est déroulée en trois phases, dont la première les 4 et 5 juin 2010, a couvert trois secteurs, notamment les villes de la région d'Abidjan, de l'Est et du Nord. Pour la première phase, la mission onusienne, partant d'Abidjan, a porté une assistance pour le transport des copies à Agboville, Adzopé, Bongouanou, Daoukro, Abengourou, Bondoukou. Le second circuit a permis de desservir Divo, Lakota, Gagnoa, Daloa, Touba. Pour le troisième circuit, les centres situés dans les villes de Yamoussoukro,

Bouaké, Mankono et Bouaflé ont pu recevoir les copies et autres matériels. Les centres localisés dans les villes de Katiola, Korhogo, Ferkessédougou, Kouto et Tingréla, dans le Nord, ont constitué le dernier circuit de la première phase,

La deuxième phase s'est déroulée le 28 juin 2010 et a apporté une assistance aux centres de la région d'Abidjan et à ceux du Nord à partir des différents Secteurs de la mission. A ce niveau, le matériel devant servir pour les examens a pu être transporté d'Abidjan vers les villes d'Abengourou, Bétié, Korhogo, Bouaké et Yamoussoukro

Enfin, pour la troisième phase, prévue du 5 au 19 juillet 10 et finalement étendue du 31 juillet au 1er août 10, le matériel et les copies des examens ont été envoyés dans tous les trois secteurs (Abidjan, Est et Nord). L'ONUCI a pu notamment servir les centres des villes de Yamoussoukro, Abengourou, Dimbokro, Daloa, Katiola, Guiglo, Gagnoa, Divo, Tiassalé et San Pedro. Au cours de cette phase, l'ONUCI a également inclus dans son

calendrier le transport des copies dans certains centres qui devaient préalablement être desservis par la Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN).

Par ailleurs, pour poursuivre son appui et permettre aux élèves du primaire de disposer de manuels éducatifs pour la rentrée scolaire 2010-2011, l'ONUCI va contribuer, dans le cadre de la prochaine rentrée scolaire, au transport de six millions de manuels scolaires des cours préparatoires et des cours moyens d'Abidjan et aux inspections de l'enseignement primaire (IEP) sur toute l'étendue du territoire ivoirien. Sollicitée par le Ministère de l'Education Nationale à travers les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), dans le cadre de la gratuité de l'école, l'ONUCI va fournir les moyens logistiques nécessaires, notamment le transport, pour convoier les manuels dans les départements de Bondoukou, Bouna, Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali, Man, Danané et Odienné.

Par Marie Mactar NIANG

LE BUREAU D'ODIENNÉ PLAIDE POUR UNE BONNE GOUVERNANCE LOCALE AUPRÈS DES FEMMES



Les femmes veulent s'impliquer davantage à la gouvernance locale © UN / ONUCI

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités liées à la sensibilisation et au plaidoyer pour le renforcement de la cohésion sociale en vue de la création d'un climat électoral apaisé dans la région du Denguélé, le Bureau régional de l'Information publique de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) basé à Odienné, a animé le 5 juillet 2010, une rencontre sur « la culture de la paix pour le renforcement de la cohésion sociale en vue d'une bonne gouvernance locale ». Une trentaine de femmes, toutes membres de l'ONG Promo 2000, ont pris part à cette opération.

Créée en 1999, Promo 2000 est très active dans la région du Denguélé. Elle a, à la faveur de plusieurs projets financés et appuyés par l'Union Européenne (UE) et la Banque Mondiale, participé à l'éducation des femmes des zones rurales, à la culture démocratique et à la promotion et la protection des droits humains, ou encore à l'autonomisation des femmes dans le cadre du développement rural.

A travers cette activité, dont les principales cibles étaient en grande majorité des femmes au foyer, l'ONG a échangé

avec les participantes dans le cadre de la gouvernance locale, pour leur implication effective et active à la gestion commune.

Il s'agissait aussi de leur rappeler qu'il leur appartenait au même titre que les hommes, de s'approprier le processus de sortie de crise par des actes et actions concrets, afin d'aider au développement de la région du Denguélé et de la Côte d'Ivoire.

De fait, cette action du Bureau de l'information publique, fait suite aux multiples initiatives déjà entreprises par l'ONUCI dans le domaine du plaidoyer et de la sensibilisation au niveau de la région.

Ainsi, les 28, 29 et 30 avril, les Journées de l'ONUCI (JDO) organisées à Tiémé, ont donné un coup de fouet à la sensibilisation pour le renforcement de la cohésion sociale dans la région. Il en est de même de l'atelier de formation des membres de la société civile et des médias qui avait appelé à une plus grande implication et à une action soutenue dans la dynamique de sensibilisation mise en œuvre par l'ONUCI, suite aux nombreux conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs.

En marge de ces échanges fructueux et interactifs, toutes les participantes ont estimé que la présence de l'ONUCI dans la région du Denguélé avait été pour beaucoup dans le retour de l'accalmie. Mieux, elle rassure toute la population du Denguélé.

Les participantes à la rencontre ont aussi proposé que l'ONUCI multiplie les actions en faveur de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Denguélé, vu que les conflits récurrents entre éleveurs Peulhs et agriculteurs dans la zone, ont eu souvent comme conséquence, la mise à mal du tissu social.

Les femmes ont par ailleurs suggéré que la mission renforce les outils de sensibilisation et de plaidoyer en leur possession, afin qu'elles arrivent à s'approprier véritablement le processus de sortie de crise dans la région du Denguélé. Promouvoir « le bien être de l'enfant » à travers la femme, est l'objectif que l'ONG Promo Femme 2000 s'est également fixée. Dans le département d'Odienné, elle intervient dans sept Sous-préfectures et 80 villages.

Par Danièle Nzan et Yacouba Kébé

L'ONU CI, LES PARTIS POLITIQUES ET LES CHEFS TRADITIONNELS METTENT EN PLACE UNE PLATE FORME DE SUIVI DE LA COHÉSION SOCIALE À ODIENNE



La cohésion sociale, un objectif des Odiennékas © UN / ONU CI

Odienné, ville du nord-ouest de la Côte d'Ivoire, proche du Mali et de la Guinée, Chef-lieu de la région de Denguélé et situé à plus de 867 km d'Abidjan, s'est donnée les moyens de consolider la stabilité sociale et la paix pour le bonheur de sa population, communément appelé les Odiennékas.

En effet, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), dans le cadre de ses activités liées à la sensibilisation et au plaidoyer pour le renforcement de la cohésion sociale en vue de la création d'un climat électoral apaisé, conformément aux recommandations de l'atelier média et cohésion sociale qu'elle a organisée les 27 et 28 avril à Odienné, a permis la mise sur pied d'une Plateforme régionale de suivi de la cohésion sociale dans la région.

Il s'agit pour la mission onusienne et pour sa division de l'Information publique, à travers les activités de cette plateforme d'emmener les Ivoiriens en général et les populations du Denguélé, en particulier, à s'impliquer davantage

dans le processus de sortie de crise, tout en contribuant à créer les conditions pour un environnement électoral apaisé.

C'est donc sous l'égide de cette plateforme que les 21 et 27 juillet 2010, deux rencontres d'échanges, d'information, de sensibilisation et de plaidoyer, ont été organisées avec la notabilité d'Odienné et les différents partis politiques représentés dans cette ville.

Ces rencontres avaient pour objectifs essentiels de sensibiliser les Chefs traditionnels sur leur rôle dans le renforcement de la stabilité sociale dans le département, En ce qui concerne les organisations politiques signataires du code de bonne conduite, il s'agissait de leur rappeler les engagements pris pour les amener à promouvoir des élections sans violence.

Le 21 juillet, au domicile du Chef canton d'Odienné, Gaoussou Touré, près d'une trentaine de notables ont répondu à l'appel de la plateforme. A cette occasion, le Bureau régional de l'infor-

mation publique, point focal et coordinateur des activités de la plateforme, tout en relevant l'importance de la rencontre, a fait ressortir la nécessité et les raisons de l'implication des Chefs traditionnels dans la résolution des conflits et le renforcement de la stabilité sociale en tant que garant des valeurs communautaires.

La Commission électorale indépendante (CEI) a aussi pris une part active aux travaux. Djibril Samba, secrétaire général-adjoint de la Commission électorale indépendante régionale (CEIR) d'Odienné, a ainsi demandé aux représentants des partis politiques, d'éviter la violence sous toutes ses formes, malgré les différences d'opinions et d'origine de leurs militants.

A sa suite, Guy Begnounou, secrétaire général de la cellule des enseignants du Front populaire ivoirien (FPI) à Odienné, a souligné que la compréhension du code de bonne conduite permettait de mener des actions pacifiques pour le développement de la Côte d'Ivoire.

De son côté, Issouf Bakayoko, secrétaire communale RDR à Odienné, tout en relevant l'initiative de l'ONU CI et de la plateforme, a affirmé que son parti, à l'image de son leader, a pour vocation de faire en sorte que la cohésion et la paix soient de mise à Odienné et partout en Côte d'Ivoire.

L'ONU CI, par la voix du Bureau de l'Information Publique, a exhorté au cours des deux rencontres, les chefs traditionnels et les représentants des partis politiques, à s'approprier les valeurs de la culture de la paix, à savoir la tolérance, le dialogue, le respect des droits Humains, la solidarité et la non violence dans le cadre de la gestion et la résolution pacifique des différends afin que la paix triomphe.

Par Yacouba Kébé et Danièle Nzan

DES ASSOCIATIONS DE FEMMES À KORHOGO S'ENGAGENT À CONTRIBUER À UN ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL APAISÉ ET À LUTTER CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES



Les femmes de Korhogo s'engagent à œuvrer pour un climat électoral apaisé © UN / ONUCI

Une trentaine de femmes se sont engagées à contribuer à l'organisation d'un scrutin pacifique, à combattre l'excision et à respecter les droits des enfants, lors d'un atelier tenu le 28 juillet 2010, à Korhogo, à 580 Km au nord d'Abidjan par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI).

Cette formation à l'attention de 14 associations féminines, avait pour objectifs d'encourager et aider les femmes à s'impliquer dans le processus de paix, de les sensibiliser sur les conséquences des mutilations génitales féminines et sur l'importance du respect des droits de l'enfant.

A cette occasion le Chargé des Droits de l'Homme, Salif Boité, a rappelé les instruments juridiques de la lutte contre

les mutilations génitales féminines, les sanctions qu'encourent les commanditaires et leurs complices et à conseiller aux femmes d'opter pour la vie de leur progéniture en dénonçant les auteurs de ces pratiques. « Nul n'est censé ignorer la loi. Allez donc informer vos parents, amis et connaissances que la pratique de l'excision est durement punie par la loi ivoirienne sur quatre générations » a-t-il précisé.

A sa suite, le docteur Joël Kouadio du Centre hospitalier régional (CHR) de Korhogo, est revenu sur les conséquences médicales et psychologiques de la pratique tels que les accouchements à risques et les troubles de la sexualité.

Pour sa part, le Chargé de l'information et du plaidoyer, Bakary Bakayoko, a entretenu les femmes sur leur contribu-

tion à un environnement électoral apaisé. « Soyez les relais des messages que vous venez de recevoir afin de garantir à la région des Savanes des élections sans violence, gage d'une paix durable et d'un développement harmonieux » leur a-t-il lancé. Dernier intervenant, le Chargé de la Protection de l'enfant, Magloire Agoua, a encouragé les femmes au respect des droits des enfants et à les mettre à l'écart du jeu politique.

L'atelier a porté sur trois sous-thèmes : « Les instruments juridiques de la lutte contre les mutilations génitales féminines » ; « les enfants dans le processus électoral » et « la contribution des associations féminines à l'instauration d'un environnement électoral apaisé ».

Par Désiré Dago

L'ONUCI SENSIBILISE LES RESPONSABLES DES RADIOS DE PROXIMITÉ À LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME



Participants en pleine session © UN / ONUCI

Le Bureau régional d'Abidjan de la Division des Droits de l'Homme (DDH) de l'ONU, a organisé le 16 juillet au siège de la mission, une formation pour les directeurs des radios de proximité et leurs adjoints basés dans le district d'Abidjan sur les techniques de promotion des droits de l'homme par la radio.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la campagne de vulgarisation de « L'otage », un film réalisé par la DDH, comme support de promotion des droits de l'homme. Elle visait à informer les

responsables des radios de proximité et à les impliquer dans la lutte contre les maux décrits dans le film, à savoir : le mariage forcé, la violence en milieu scolaire, l'excision, le viol et la corruption, à travers le droit de cuissage dans les établissements

Un accent particulier a été mis sur les moyens de vulgarisation des droits de l'homme et la nécessité d'établir dans chaque radio, un point focal en charge des questions des droits de l'homme. Les formateurs ont aussi insisté sur le rôle des médias en période de

recherche de paix et la promotion de la réconciliation. Ils ont, en outre, évoqué la nécessité de mettre en place un réseau de journalistes de radios de proximité, spécialisés dans le domaine des droits de l'homme.

La quarantaine de directeurs de radios et leurs adjoints présents ont assisté à une projection du film et ont participé à une analyse des différents thèmes qui y sont abordés. La Division des droits de l'homme a aussi instruit les participants sur les voies de recours en cas de violation des droits de l'homme et a mis en exergue la nécessité de la levée des tabous culturels ancestraux, qui constituent une entrave au respect des droits de l'homme.

A l'issue de la formation, les responsables des radios de proximité sont convenus d'élaborer un calendrier de diffusion du film dans les communes d'Abidjan et de créer un plan d'action pour la vulgarisation des droits de l'homme par ces radios.

Par Parfait Kouassi

OUVERTURE

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE CARRIERE
(Career Resource Center)

Du Lundi au Vendredi, de 14 :00 à 17:00

Un lien sera bientôt disponible sur l'intranet
<http://intranet.onuci.dpko.un.org/>

Pour plus d'informations, contacter le 3529,
ou envoyez un mail à aboadd@un.org

DES SCOUTS IVOIRIENS DÉCOUVRENT L'ONU

« Lorsque nous passons sur la voie express de la CARENA, nous voyons les hauts murs du siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et nous nous demandons bien ce qui s'y passe. » Cette remarque venait d'un membre d'un groupe d'environ 50 scouts qui ont visité, le 17 juillet, le siège de l'ONUCI, découvrant avec émerveillement, l'hôpital, le gymnase, ONUCI-FM et la salle d'exposition photos. La visite guidée s'est terminée par une discussion de plus d'une heure avec le Représentant spécial Adjoint-principal du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Abou Moussa.



Les scouts avec le Représentant Spécial adjoint © UN / ONUCI

Entre scouts, la discussion engagée à bâtons rompus est franche, libre et courtoise dans une ambiance bon enfant. « Tout comme vous, j'ai été scout à 13 ans et aujourd'hui, vous me faites revivre cette belle partie de mon enfance », a rappelé ému, le numéro deux de l'ONUCI. Pour nombre d'entre eux, la visite comme un défi, avait tenu toutes ses promesses. « Je n'avais aucune idée de l'ONUCI, sauf les voitures estampillées du sigle UN passant à toute allure. Pour moi, ce sont des étrangers qui ne parlent même pas français », affirme Esther Ozoua.

M. Abou Moussa a démonté l'un après, les aprioris et instruit les participants sur le rôle, le mandat, les composantes, le financement, les missions les activités, et l'avenir de l'ONUCI, bref, la vraie raison de la présence d'une mission de maintien de la paix en terre ivoirienne. « L'ONUCI est une mission politique qui est là à la demande du Gouvernement pour accompagner la Côte d'Ivoire dans la sortie de crise et dans le processus électoral », a-t-il souligné.

Il a félicité les scouts pour l'intérêt qu'ils portent à la mission. « Vous êtes curieux de connaître les gens qui travaillent entre les quatre murs de l'ONUCI, ce qu'ils y font et comment ils s'y prennent, c'est une bonne chose et vous aurez aujourd'hui toutes les explications qui vous permettront de relayer l'information exacte dans vos familles, dans les

quartiers auprès de vos amis, à l'école... », a-t-il lancé. Le Représentant spécial adjoint s'est dit touché par la sollicitude des éclaireurs qui s'inquiétaient des relations entre les fonctionnaires onusiens et leurs familles. « Nos familles nous manquent et le plus beau cadeau que les Ivoiriens puissent nous faire est de tout mettre en œuvre pour sortir de la crise et aller aux élections afin que nous puissions nous aussi rejoindre nos femmes et nos enfants », a répondu M. Abou Moussa.

Auparavant, la visite à l'hôpital avait permis aux scouts de tester leur connaissance en VIH/Sida. Ils ont répondu aux questions de Rose Achu, du service médical. « Les jeunes gens ont de très bonnes informations sur le sujet », a reconnu avec satisfaction Mme Achu. Au gymnase, ce sont des scouts attentifs aux explications et aux conseils de M. Martin N'guessan sur les bienfaits du sport pour le bien être physique et mental. Excités, les scouts ont essayé les équipements sportifs et posé des questions sur les activités physiques.

A la salle d'exposition photos dans le hall de l'immeuble, les éclaireurs ont admiré les photographies des casques bleus en action dans les coins les plus reculés du pays. « Vous servez aussi de l'eau aux Ivoiriens ? » demande Stéphane Akou, 8 ans, l'air innocent et plus que surpris. A travers les photos,

les scouts ont ainsi pu se rendre compte des actions civilo-militaires des soldats onusiens, notamment les soins médicaux gratuits, la réhabilitation des pistes villageoises, les patrouilles de proximités dans un marché et dans un village.

Très appréciée, l'étape de la Radio a permis aux visiteurs de mettre un visage sur le nom de leurs journalistes préférés. « Ah, c'est elle Lucie Attipka Tetegan ! », s'exclame Koné Djalia. « J'écoute souvent son émission qui s'intitule..., il n'a pas le temps de terminer sa phrase que tous répondent en chœur : « Touche pas à mes droits ».

A la salle de rédaction, Lucie et Delphine Bohews Fean expliquent la conception d'un journal. « Nous travaillons en équipe afin de livrer à tous nos auditeurs et partout où ils se trouvent, des informations fiables car il ne faut pas oublier que nous sommes une radio de paix », ajoute Lucie.

A 13 heures, instruits du fonctionnement et des missions de l'institution onusienne, les scouts, satisfaits de la découverte des installations de l'ONUCI, repartent sur leur base de Yopougon, engagés encore plus pour la promotion de la paix dans le pays.

L'ONU CI AU SECOURS DES DÉTENUS DE BOUAKÉ ET DE KORHOGO

Les pensionnaires des Maisons d'arrêt et de correction (MACA) de Bouaké et de Korhogo bénéficient de l'assistance de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI). Repas gratuits et consultations médicales sans frais leur sont offerts par la composante militaire de la mission. Autorités pénitentiaires et détenus se félicitent de cette initiative de l'ONU CI destinée à secourir une catégorie sociale souvent abandonnée à son triste sort.

« Ummh ! Les mardis, on a une chance de bien manger, parce les militaires de l'ONU CI viennent avec de la bonne nourriture ». Ces mots sont de Mamadou Sawadogo, âgé d'une quarantaine d'année. Ce détenu que nous avons rencontré à la prison de Bouaké mangeait goulument son déjeuner ce 13 juillet, un repas gracieusement offert par le bataillon pakistanais de l'ONU CI (PAKBATT).

Plus au nord, à Korhogo, ce sont 24 prisonniers dont une femme, souffrant de paludisme, d'affections dermatologiques et d'autres pathologies, qui se verront soulager tous les jeudis par le contingent nigérien (NIGERBATT). Selon le lieutenant-colonel Adam Moussa, médecin-chef du bataillon nigérien, l'ONU CI, à travers cette action humanitaire, entend venir au secours des détenus souvent livrés à eux-mêmes.

Salif Boité, Chargé des droits de l'Homme au Bureau de l'ONU CI à Korhogo a, pour sa part, estimé que cette action répondait à des préoccupations précises contenues dans le mandat de la mission et entrainé dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement des établissements pénitentiaire dans les zones Centre, Nord et Ouest (CNO).

Le régisseur-adjoint de la prison civile de Korhogo, Oumar Tuo Foungué, a, de son côté, exprimé sa reconnaissance à la mission pour cet appui dans la prise en charge des prisonniers. « Après le départ de la Croix-Rouge,



Les casques bleus Pakistanais servant des repas gratuits aux détenus ...© UN / ONU CI



...et en pleine discussion avec les prisonniers © UN / ONU CI

nous étions confrontés au problème de prise en charge médicale de nos détenus. Avec cette nouvelle assistance de l'ONU CI, une de nos préoccupations majeures vient d'être prise en compte », a-t-il souligné.

Tietiki Samaklé, surveillant en chef de la prison de Bouaké ne cache pas également sa satisfaction « Vous ne pouvez pas comprendre ce que cela représente de garder des gens malades ou dans le pire des cas, qui meurent de faim ! »

Cette initiative en faveur des prisonniers et de l'administration pénitentiaire a

démarré en avril 2010 dans le Chef-lieu de la Vallée de la Bandama et se fait en collaboration avec la division des Droits de l'Homme de l'ONU CI. Ce sont environ une cinquantaine de personnes qui sont concernés par cette action humanitaire.

A Korhogo. L'assistance de l'ONU CI ne se limite pas aux seuls prisonniers. Les populations de la ville bénéficient également depuis plusieurs mois, de soins gratuits, à travers des consultations médicales et des dons en médicaments du bataillon nigérien.

Par Bakary Bakayoko et Charles Dago

L'ONUCI MET À PROFIT LE MONDIAL 2010 POUR SENSIBILISER À UN ENVIRONNEMENT ELECTORAL APAISÉ



La joie communicative et fair-play des supporters © UN / ONUCI

FIFA 2010, la première Coupe du monde de football organisée en terre africaine a été une occasion pour l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) de mettre en œuvre un des aspects de son programme "Sport et Paix", qui est un volet important de sa stratégie de communication et de sensibilisation.

En effet, du 11 juin au 11 juillet, presque tous les bureaux régionaux de l'Information publique de l'ONU CI sur l'ensemble du territoire national, ont offert aux populations de leurs localités respectives des projections publiques des matches.

Les lampions se sont éteints sur la Coupe du monde 2010. La compétition s'est achevée sur la victoire de l'Espagne sur les Pays-Bas sur le score de 1 but à 0, à l'issue des prolongations. L'ONU CI a fêté l'événement sportif le plus populaire dans le monde avec les habitants de la Côte d'Ivoire. La compétition à laquelle participait pour la deuxième fois ce pays, a déchainé toutes les passions dans les villes, villages et même les hameaux les plus reculés. L'ONU CI a communiqué avec les supporters ivoiriens en offrant des séances de projections gratuites sur écran géant pour permettre aux férus

du ballon rond de pouvoir suivre les retransmissions des différentes rencontres.

En vérité, au-delà de son aspect festif, cette initiative de l'ONU CI se voulait aussi une action de plaidoyer en direction des populations. Dans toutes les villes où ont eu lieu les projections, les représentants de la mission onusienne ont échangé avec le public sur le mandat de l'ONU CI et l'ont sensibilisé sur sa contribution à l'instauration d'un environnement électoral apaisé.

Les téléspectateurs qui ont assisté aux projections publiques organisées par l'ONU CI, composés en majorité de jeunes gens, ont manifesté leur adhésion à la paix à travers des messages tels que: « la Paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement », « L'Union fait la force, ensemble, serrons-nous les coudes pour un avenir meilleur et durable » ou encore, « Pour que la jeunesse de la Côte d'Ivoire avance, il faut une solidarité meilleure entre les habitants. « Ainsi, à Daloa, des centaines d'habitants ont pris d'assaut la cité universitaire Méral pour suivre le troisième match des Eléphants face à la Corée du Nord. «C'est le match de la dernière chance pour l'équipe. Et ce genre de rencontre, on ne le savoure pas tout seul», a estimé Touré

Aboubacar, commerçant de son état, qui arborait fièrement le maillot national.

A Odienné, avec l'appui des autorités locales dont le Préfet de région, Jérôme Kayaha Soro, un « Village Coupe du monde » a été installé dans l'enceinte de la radio Denguélé. Vingt projections sur soixante-cinq matches avec une fréquentation moyenne de 50 personnes par projection. Ce qui fait un total de 1000 personnes qui ont répondu à l'invitation de l'ONU CI.

La même passion autour du ballon rond a été notée à Duékoué, Bondoukou, Adzopé, Korhogo, Yamoussoukro, Man, Bouaké et comme elle l'a fait lors du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2008 et la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2010, l'ONU CI a permis, tout au long de FIFA 2010, aux supporters ivoiriens de vivre les grands moments du football.

En marge des projections publiques des matches de la Coupe du Monde, l'Onuci a organisé un jeu sur le site www.onuci.org. Six personnes ont été récompensées et plus de 3000 personnes de toutes les régions de Côte d'Ivoire ont participé à cette activité "sport et paix" par le biais de l'informatique.

LES FORCES IMPARTIALES CONDUISSENT UNE MISSION D'INSPECTION MILITAIRE À KORHOGO

Les Nations Unies continuent à suivre avec intérêt l'évolution du processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire, notamment l'opération d'encasernement des volontaires à l'armée nouvelle et de la démobilisation des ex-combattants des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN). C'est dans ce cadre que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et la Force Licorne, ont effectué, le 26 juillet 2010, une mission d'inspection du Groupement d'instruction militaire de Korhogo, à 580 Km au Nord d'Abidjan.

L'inspection avait pour objectifs de recueillir des éléments tangibles sur les activités et les capacités du 4^e groupement ; d'apprécier la réalité et les évolutions des opérations d'encasernement et de démobilisation et d'informer les généraux des forces impartiales et leurs homologues ivoiriens sur l'état d'avancement des processus Démobilisation Désarmement Réinsertion (DDR) et le processus d'encasernement.



L'ONUCI appuie la démobilisation des ex-combattants © UN / ONUCI

Le lieutenant-colonel Morou Seidou, chef de la délégation, constituée de responsables de l'ONUCI, de la Licorne et du Centre de commandement intégré (CCI), s'est dit satisfait du bon déroulement de la mission. « Nous sommes venus pour recenser les diffi-

cultés et voir ce qui pourrait être amélioré », a-t-il expliqué.

Pour sa part, le lieutenant-colonel Gaoussou Soumahoro, chef des Opérations des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), a témoigné toute sa gratitude à la délégation et souhaité que « les aspects financiers soient réglés, afin que les casernes connaissent un réel fonctionnement ».

La mission d'inspection a porté essentiellement sur les infrastructures et l'organisation du centre d'instruction, le fonctionnement du 4^e groupement, le personnel encaserné, ainsi que les armes détenues et stockées et le personnel démobilisé.

Débutée le 15 juin 2010 à Korhogo, cette opération destinée à choisir les volontaires pour l'armée nouvelle (VAN) et à démobiliser 5000 ex-combattants FAFN, a permis d'encaserner 492 éléments et de démobiliser 1520 autres.



Les observateurs internationaux inspectent un camp pour démobilisés © UN / ONUCI

Par Bakary Bakayoko